



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

29/04/2021

1^{er} mai de lutte pour stopper la politique de Macron et du capital

Malgré la poursuite de mesures de restrictions de déplacement, **plus de 150 défilés sont annoncés partout en France pour la journée internationale des travailleurs. Ce 1^{er} Mai** des centaines de milliers de travailleurs vont porter leur volonté d'unir leur force pour défendre ensemble leurs revendications.

Un appel unitaire de la CGT, Force ouvrière, la FSU, Solidaires et d'organisations de jeunesse dénonce « *l'insuffisance des moyens de notre système de santé publique* »...« *les nombreux plans sociaux touchant des entreprises ayant bénéficié d'aides publiques sans contreparties* », et exige l'abandon de la réforme de l'assurance chômage et des dispositions de la loi sur la sécurité globale.

Le gouvernement et le patronat mesurent que si la crise économique et ses conséquences sociales sont en partie masquées par les restrictions liées à la crise sanitaire, ils mesurent aussi que les mouvements sociaux nombreux en cours, peuvent être le prélude d'un affrontement de classe d'un plus haut niveau. Aussi prenant prétexte des questions de sécurité, il accélère le processus d'atteintes aux libertés publiques.

C'est dans ce contexte que se développent la mise en scène du scénario d'un « *affrontement* » Macron-le Pen pour la présidentielle. Ce scénario écrit et mis en scène par les forces capitalistes vient de voir un nouveau développement avec le texte d'un « *quarteron* » de généraux proches de le Pen et qui vise à polariser encore plus le débat Macron (ou un autre représentant du capital) le Pen. En condamnant fermement cette initiative qui sent le relent factieux, nous n'oublions pas l'axe essentiel : seule la lutte des classes peut faire reculer et battre la politique du capital.

Pour nous, il s'agit bien de combattre dans un même mouvement pour l'emploi, les salaires les droits des travailleurs et les libertés publiques.

Dans cette situation, la Loi antiterrorisme, est une nouvelle attaque contre nos libertés

Le nouveau projet de loi présenté par Gérald Darmanin veut inscrire dans la loi quatre mesures liberticides : la mise en place des périmètres de protection, la fermeture administrative des lieux de culte, les perquisitions administratives ainsi que les mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance. Le projet prévoit de recourir à des technologies pour renforcer la surveillance et le pistage, les interceptions de correspondances échangées par voies satellitaires seront facilitées et le gouvernement prévoit de recourir à des algorithmes pour traiter des données de connexion, prolongeant ainsi la loi renseignement de 2015. Elle permet ainsi l'installation de périmètres de sécurité hors état d'urgence dans un lieu ou pour un événement avec fouilles de sacs, d'individus et de véhicules seraient ainsi autorisées. Ces mesures de restriction des droits démocratiques ont ainsi été utilisées contre les manifestants, d'abord pendant la Loi Travail, puis, par la suite, pendant tous les mouvements sociaux qui ont suivi, contre les militants politiques et syndicaux, elle a permis que les assignations à résidence deviennent « *des mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance* », pour les personnes soupçonnées de « *représenter une menace* ».

L'attentat de Rambouillet où une policière s'est fait assassiner va servir à justifier ce nouveau projet de loi liberticide, renforcer l'arsenal policier, avec l'objectif des 10 000 policiers en plus et la création dans d'une réserve dans la police de 30 000 hommes dans le cadre de la Loi Sécurité Globale.

Ce projet de loi s'inscrit dans l'optique de renforcer l'arsenal répressif de l'État en vue des prochaines explosions de colère contre le gouvernement. Les prochains affrontements sur le terrain de la lutte des classes. Il permettrait avant tout de réprimer plus facilement les mouvements sociaux et les grèves, la pression sur les quartiers populaires. Le gouvernement se prépare au combat pour pouvoir faire passer toutes ses réformes antisociales, à l'image de la réforme de l'assurance-chômage et de la réforme des retraites. Dans ce contexte, il est impératif de dénoncer et de combattre toutes ces lois antisociales, racistes et liberticides. Luttons pour abroger toutes ces lois.

Combattons le système capitaliste

Ils font payer la crise économique et sociale aux travailleurs, au peuple tout entier pour préserver les profits des monopoles capitalistes, les intérêts de leurs actionnaires et des riches. Ils veulent accroître la surexploitation des salariés avec le cortège des licenciements de masse, de la précarité, de la pauvreté galopante...

Ce 1^{er} mai 2021, partout dans le monde, des femmes et des hommes vont défiler contre l'exploitation, la répression et l'oppression. Notre ennemi est le même : le système capitaliste et nos combats s'épaulent

La crainte essentielle du pouvoir et du Medef est que le mouvement social s'amplifie dans tout le pays. De nombreuses luttes ont lieu partout actuellement dans de nombreux secteurs d'activité, c'est le chemin que prennent de plus en plus de travailleurs.

Le mécontentement est profond, les luttes nombreuses dans tous les secteurs, elles doivent s'amplifier et converger car Macron et son gouvernement vont poursuivre les « réformes ». La santé, les retraites, les salaires, le temps de travail...sont dans la ligne de mire, « *Encourager les Français à travailler plus longtemps en tenant compte des différences de situation entre un ouvrier ou un cadre qui part à la retraite, c'est indispensable* » vient de déclarer le ministre du budget, Bruno Lemaire

Seules les luttes massives et déterminées peuvent stopper le pouvoir. Notre Parti est dans la lutte, il soutient par sa présence et son action toutes les initiatives de lutte mais la situation sociale, économique, résultant de la domination capitaliste pose la question de la perspective politique.

Notre parti appelle à la lutte politique persévérante, jusqu'à abattre le capitalisme et pour construire une autre société. La lutte politique est le seul outil à disposition du peuple pour se débarrasser du capital, lui arracher le pouvoir, les moyens de production et d'échange, toute maîtrise dans les affaires du pays. Poursuivons cette lutte, c'est la seule qui peut conduire à un réel changement de société.

Vive ce 1^{er} mai et le 150^{eme} anniversaire de la Commune de Paris